

**DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS**  
**Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail**

---

Le 27 avril 2015

**Débat de spécialistes**

**Le secrétaire d'État adjoint chargé de la démocratie, des droits de l'homme et du travail**  
**Tom Malinowski**  
**avec Peter Haymond, Melissa Chan, Kathleen E. McLaughlin et William Wan**  
**« Sur la situation des droits : la liberté des médias et l'accès des journalistes à l'information en Chine »**

**27 avril 2015**  
**Département d'État des États-Unis**  
**Washington, D.C.**

**M. HAYMOND :** Prêts ? Bonjour à tous et bienvenue au programme « Sur la situation des droits » d'aujourd'hui. En prévision de la Journée mondiale de la liberté de la presse le 3 mai, le sujet du programme d'aujourd'hui est la liberté des médias en Chine. Je m'appelle Peter Haymond ; je suis le directeur du Bureau des affaires chinoises et mongoles au Département d'État. Je tiens à vous remercier de votre participation, que ce soit en personne ou en ligne, et j'aimerais remercier tout spécialement les spécialistes qui sont venus de différentes régions du pays pour être parmi nous aujourd'hui.

J'aimerais préciser que nous attendions aujourd'hui James Fallows de *The Atlantic*, mais malheureusement, il a été convoqué pour faire son devoir de juré ; c'est donc une autre responsabilité civique qui l'empêche d'être avec nous aujourd'hui. Mais nous sommes ravis de la présence de nos trois autres spécialistes.

Le débat de spécialistes d'aujourd'hui sera interactif. Nous répondrons à des questions du public ici présent et du public en ligne également. Nous avons une équipe qui suit Twitter, donc pour ceux qui utilisent ce service, veuillez poser vos questions à tout moment avec le hashtag #StateofRights. Je répète : le hashtag #StateofRights.

Le programme d'aujourd'hui est également diffusé sur le site web [humanrights.gov/stateofrights](http://humanrights.gov/stateofrights). Je répète : [humanrights.gov/stateofrights](http://humanrights.gov/stateofrights).

Sans plus attendre, j'aimerais vous présenter l'animateur du débat, le secrétaire d'État adjoint chargé de la démocratie, des droits de l'homme et du travail Tom Malinowski, qui va faire quelques remarques préliminaires. M. le secrétaire d'État adjoint, c'est à vous.

**M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT TOM MALINOWSKI :** Un grand merci, et merci à tous de nous avoir rejoints pour cet important événement. Nous sommes ici aujourd'hui, et toute cette semaine d'ailleurs, au Département d'État pour célébrer la liberté de la presse. Chaque fois – chaque année à cette époque, nous faisons la même chose. Nous réfléchissons à notre engagement à défendre la liberté de la presse à travers le monde que nous renouvelons. Nous rendons hommage aux sacrifices faits par les journalistes qui ont perdu la vie ou été

emprisonnés dans l'exercice de leur profession et nous appelons les gouvernements à reconnaître le droit universel à la liberté d'expression tant en ligne qu'hors ligne.

Dans le courant de cette journée, comme vous le savez, le Département d'État lancera sa quatrième campagne annuelle « Libérez la presse ». C'est extrêmement important pour nous même si, ça ne suffit apparemment pas pour être dispensé d'accomplir son devoir de juré. (Rires.) Dans le cadre de cette initiative, nous présentons des journalistes ou des médias en danger qui ont subi la censure, des attaques ou des menaces, qui ont disparu ou connu d'autres types de répression pour avoir commis le crime infâme de rapporter la vérité. Chaque jour de cette semaine, le porte-parole du Département d'État évoquera deux ou trois cas de journalistes ou de médias qui sont menacés. Par exemple, nous allons aujourd'hui présenter Gao Yu, journaliste chinoise chevronnée et de grand renom qui a récemment été condamnée à sept ans de prison après un procès à huis clos pour divulgation de secrets d'État à un organe de presse étranger. Nous posterons le profil de Gao Yu ainsi que d'autres sur [www.humanrights.gov](http://www.humanrights.gov) et nous tiendrons des propos sur Twitter à leur sujet avec le hashtag @FreethePress. Je vous encourage tous à faire connaître leur cas dans votre communauté – Retweetez-les, parlez d'eux dans des blogs, mettez des posts sur Internet ou, si vraiment vous ne pouvez pas vous en empêcher, utilisez la méthode à l'ancienne qui consiste tout simplement à en parler à votre famille et à vos amis.

L'objectif de cette campagne est simple : parler au nom de journalistes qui ne peuvent pas le faire eux-mêmes, appeler les gouvernements à protéger le droit à la liberté d'expression et souligner notre propre engagement en faveur de la promotion de ces objectifs à travers le monde.

Comme l'a déclaré ici même le secrétaire d'État John Kerry en janvier, lors de la Conférence sur la sécurité des journalistes : « La liberté de la presse, qu'elle soit symbolisée par un crayon, un stylo, une caméra ou un microphone, est assiégée, intentionnellement. Et c'est parce que certaines personnes, certains groupes et même certains gouvernements veulent dicter la vérité, ils veulent la définir, ils veulent dissimuler ce qui serait à notre connaissance la vérité. Et bien entendu, nous ne pouvons pas accepter que cela se produise et nous l'empêcherons, surtout après l'attentat terrible commis à Paris le 7 janvier. »

Ce qui nous amène à la Chine. Inutile de vous dire que faire du journalisme en Chine est un travail important, qu'il faut faire correctement, mais qui est aussi un travail extrêmement difficile. Les restrictions actuelles imposées aux journalistes, étrangers, mais surtout locaux, ne facilitent pas la tâche de ceux qui veulent accomplir cet important travail. Les Chinois et les Américains ont désespérément besoin de se comprendre. Nous étudions et avons des échanges commerciaux dans nos deux pays. Nous avons de profonds liens personnels les uns avec les autres. Le journalisme remplit donc un rôle critique dans nos relations avec la Chine. Une couverture médiatique honnête et robuste de nos deux pays est d'une importance cruciale pour renforcer notre compréhension mutuelle tandis que nous sommes confrontés ensemble à des difficultés et à des opportunités.

J'aimerais faire remarquer ici que les journalistes chinois bénéficient d'un accès totalement libre aux États-Unis. Les officiels chinois bénéficient d'un accès totalement libre pour transmettre leur message aux Américains. Et si vous y réfléchissez en termes concrets, s'il survenait un jour une grave crise entre les États-Unis et la Chine, il y aurait un déséquilibre parce que le peuple américain aurait pleinement accès aux points de vue du gouvernement chinois et du peuple

chinois ; mais le peuple chinois ne bénéficierait pas, vu les restrictions actuelles, du même accès à notre point de vue et aux propos tenus par le gouvernement des États-Unis et les citoyens américains.

Nous en sommes donc là, mais dans le même temps d'autres tendances vont dans le sens inverse. Les gens en Chine, et dans le monde entier sont peut-être devenus plus autonomes que jamais grâce aux médias sociaux, à des modes de communication que les gouvernements ont du mal à contrôler. Et cela explique peut-être en partie la volte-face brutale du gouvernement chinois actuellement.

Les plateformes numériques en Chine et à travers le monde ont donné aux gens les moyens d'écrire et de partager leurs propres histoires, et c'est quelque chose que nous voulons encourager. L'éminent journaliste américain Edward Murrow a fait remarquer un jour : « Le véritable lien crucial dans les échanges internationaux est celui du dernier mètre, qui est franchi par le contact personnel, quand deux personnes se parlent. » Aujourd'hui, l'Internet nous permet de combler le fossé bien plus facilement qu'autrefois. Des millions de Chinois et d'Américains ont la possibilité d'être en contact et de mieux se comprendre les uns les autres.

En ma qualité de responsable gouvernemental, je trouve ça important et passionnant parce que ça permet de tenir toutes sortes de conversations en même temps. Des particuliers peuvent s'adresser aux gouvernements, des gouvernements peuvent parler à des particuliers, et à mesure que ces échanges se poursuivront – s'ils sont autorisés – la Chine deviendra un pays plus stable, dynamique et prospère. Et les États-Unis seront plus en sécurité dans le monde.

Les spécialistes ici présents aujourd'hui pour parler de ces questions sont des journalistes éminents qui connaissent ce sujet pratiquement mieux que quiconque. Il s'agit de William Wan, le correspondant en Chine du *Washington Post* qui est basé à Pékin, de Melissa Chan, qui travaillait pour Al Jazeera en Chine et qui est maintenant la correspondante à San Francisco d'Al Jazeera America. Et, dernière mais non des moindres, Kathleen McLaughlin, une journaliste basée en Chine depuis plus de dix ans. Ses reportages ont porté sur tout, des pratiques abusives au travail à la politique et aux mouvements sociaux dans ce pays.

Permettez-moi donc de vous remercier d'être venus aujourd'hui, pour nous faire part de vos réflexions et de vos connaissances, et je pense d'ailleurs que nous allons vous donner dès à présent la parole. Peut-être que je vais commencer – je vais me joindre à vous dans une seconde, mais peut-être que je vais commencer par vous poser une question à vous, William. Nous allons – je crois que nous allons passer pas mal de temps ici à parler de votre expérience de correspondant étranger en Chine et des difficultés que vous avez rencontrées, de même que certains de vos collègues. Mais je pense que nous devrions sans doute commencer par nous pencher un peu sur les difficultés et les tribulations des journalistes chinois, et peut-être que vous pourriez évoquer les tendances de ces dernières années, pour les journalistes chinois qui travaillent pour des publications chinoises, mais aussi ceux qui travaillent avec des correspondants étrangers. Merci.

**M. WAN :** Vous m'entendez ? Oui, bien. Merci – je voulais juste vous remercier de nous avoir invités, et je voulais remercier le Département d'État de soulever cette question. D'une certaine façon, nous vivons une époque complètement insensée en Chine, car les droits de l'homme connaissent simplement – dans l'ensemble, dans tous les secteurs, une répression selon moi sans

précèdent depuis probablement dix ans ou plus. Et les libertés de la presse sont particulièrement touchées. Je pense que l'idée consiste, depuis le changement de leadership, à jeter des gens en prison pour l'exemple dans tous les secteurs, sanction à laquelle viennent parfois s'ajouter des tabassages et des menaces aux proches, et la presse n'y échappe pas. Pour les journalistes chinois, je crois que le Comité pour la protection des journalistes a d'ailleurs déclaré qu'aucun pays ne compte plus de journalistes en prison que la Chine, et que ce sont tous des journalistes chinois, pas des journalistes étrangers qui travaillent là-bas.

Je pense donc que, pour donner une vue d'ensemble de la situation là-bas actuellement, elle était mauvaise et maintenant, elle est pire. Les journalistes chinois – d'après moi, certaines de leurs difficultés proviennent du fait que le gouvernement leur donne souvent des directives sur ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas publier chaque jour. Un grand nombre des vieux journalistes passent à autre chose ; ils ne font pas – ils quittent la profession parce qu'ils ne peuvent pas faire le travail qu'ils s'étaient engagés à faire au début, et leurs familles sont menacées, leur moyen de subsistance est menacé.

Certaines personnes de l'ancienne génération qui tiennent le coup font des choses vraiment intéressantes pour ce qui est de, voyons, il y a une campagne sur la corruption actuellement contre – une campagne contre la corruption chez les responsables gouvernementaux. Il y a environ un an, un an et demi, ils ont commencé à diffuser toutes ces vidéos d'officiels qui prenaient part à de somptueux banquets, ce qui s'est traduit par l'ouverture d'enquêtes sur un grand nombre d'entre eux. Beaucoup de, disons, vidéos de sexe, de toutes ces orgies qu'ils organisaient, et c'est un phénomène très intéressant. Mais ces journalistes aussi sont – au début, les autorités les félicitent en leur disant, « Oh, vous participez à la lutte contre la corruption », mais très vite, quelques semaines plus tard, ils sont persécutés. Donc il y a beaucoup de difficultés.

Parmi les journalistes de la jeune génération, j'ai parlé à un grand nombre d'entre eux au cours des trois dernières années et c'est vraiment désolant parce qu'un si grand nombre d'entre eux commencent leur carrière avec une telle – comme aux États-Unis, avec une telle ardeur et ils choisissent cette profession pour toutes ces raisons qu'on admire. Mais dès qu'ils commencent à travailler dans le système et qu'ils en connaissent les contraintes – l'un d'eux a fait l'analogie, à notre journal, avec le fait de danser avec des chaînes aux pieds et aux poings. On ne peut pas – on a une marge de manœuvre très limitée. Un autre a dit que c'était comme une ligne invisible, et qu'on ne savait pas qu'on l'avait franchie avant qu'il ne soit trop tard. Et c'est ainsi que les journalistes chinois pratiquent l'autocensure, en cherchant à deviner ce que le gouvernement autorisera et ce qu'il n'autorisera pas, et quand ils se rendent compte – ils cherchent toujours à repousser les limites, et quand ils se rendent compte qu'ils sont allés trop loin, c'est trop tard.

**M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT TOM MALINOWSKI :** Est-ce que vous voulez peut-être – est-ce que ça marche comme ça ? Oh, ça va. (Rires.) Trop fort. Non, je crois que c'est le vôtre qui n'est pas... Continuez d'appuyer sur le bouton.

**MME MCLAUGHLIN :** Ça marche maintenant ?

**M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT TOM MALINOWSKI :** C'est bon.

**MME MCLAUGHLIN :** Donc, j'allais enchaîner pour essayer de vous donner un aperçu historique des conditions de travail des journalistes étrangers en Chine parce que je suis « historique » en quelque sorte. Je suis arrivée en Chine en 2003 pour travailler comme correspondante, et à mon arrivée en 2003 les règles étaient plutôt pénibles. Principalement, je dirais que la règle la plus difficile à l'époque était qu'on n'avait pas le droit de quitter son secteur d'attache sans avoir reçu une autorisation préalable de la part du lieu où on voulait se rendre. Ainsi, par exemple, si vous vouliez couvrir un tremblement de terre dans le Shandong, il fallait obtenir une autorisation des autorités du Shandong, ce qui – vous pouvez vous imaginer la bureaucratie en Chine – n'était pas facile ou n'arrivait souvent pas. Je crois que pendant ces premières années, je n'ai demandé qu'une ou deux fois des autorisations pour mes déplacements, que je ne n'ai jamais obtenues.

À l'approche des Jeux olympiques en 2008, le gouvernement chinois a franchi une étape importante en abolissant cette règle. Je suis désolée, j'ai les mains qui tremblent à cause de lésions nerveuses, donc je suis... (Rires.) Bon, ça a été un véritable bond en avant pour nous. Nous avons le droit de parcourir tout le pays sans autorisation préalable ou sans grandes restrictions, et ça a vraiment changé énormément les choses. Donc je me rappelle de la période qui a suivi cet assouplissement des règles, 2008, quand je me rendais dans les provinces et que j'étais arrêtée par la police, je montrais les règlements du conseil d'État stipulant que nous avions le droit de nous trouver là. Mais peu après le changement des règles – on avait vu des améliorations constantes, et puis assez vite les choses se sont à nouveau dégradées.

À partir de 2010 je crois, les choses ont commencé à beaucoup empirer. À cette époque, le Club des correspondants étrangers de Chine, qui est un conseil bénévole de correspondants postés en Chine, a commencé à sonder ses membres au sujet des problèmes qu'ils avaient rencontrés pendant leur travail. Je vais vous donner quelques chiffres de la dernière enquête réalisée, en 2014. D'habitude, les enquêtes sont effectuées en mai, donc nous aurons les résultats de la suivante dans quelques mois. Mais la dernière a constaté que les deux tiers des correspondants étrangers travaillant en Chine avaient été victimes de harcèlement ou d'ingérence dans l'exercice de leur profession au cours de l'année précédente. La moitié des journalistes qui travaillaient avec des assistants chinois ont indiqué que leurs assistants ont été victimes d'intimidations, et c'est une augmentation par rapport aux 35 % de l'année précédente. Dans 66 cas, des sources chinoises avaient subi du harcèlement pour avoir parlé à des médias étrangers. Et le phénomène peut-être le plus remarquable et le plus troublant, c'est que 18 % des correspondants étrangers ont eu du mal à faire renouveler leurs cartes de presse et leurs visas. La moitié d'entre eux ont dit que leurs difficultés étaient liées à leur couverture de l'actualité.

Nous sommes donc entrés dans une époque où ce que vous écrivez ou ce dont vous parlez, dans le cas de Melissa, a une incidence véritable sur votre capacité à faire votre travail de journaliste en Chine. Et je pense qu'on s'en est toujours un peu douté, mais c'est désormais confirmé pour plusieurs cas. Nous avons donc débouché sur une époque où, d'après moi, un grand nombre de correspondants étrangers – on a toujours vu un nuage d'autocensure possible planer au-dessus de notre tête et c'était souvent parce qu'on voulait protéger nos sources, protéger nos collaborateurs chinois – mais maintenant nous sommes passés à une époque où le sujet de nos articles ou de nos reportages et où la façon dont nous rapportons des informations peuvent réellement influencer sur notre capacité à accéder aux moyens de faire notre travail de journaliste dans ce pays.

Je dirais donc que c'est une nouvelle évolution troublante. Personne ne sait vraiment comment y faire face pour le moment. Il y a bien eu toutes sortes de suggestions au sujet d'un régime de réciprocité en matière de visas ou autres, mais je ne pense pas qu'on ait vraiment trouvé de solution à ce problème.

Juste une expérience personnelle, et c'est une sorte de parenthèse : j'ai essayé pendant trois ans d'obtenir une accréditation pour travailler pour Global Post, qui est un site d'information en ligne. La Chine n'accorde pas d'accréditation pour les médias en ligne, donc je ne l'ai jamais obtenue. Un seul site d'information en ligne possède une accréditation pour des collaborateurs à temps partiel actuellement. Je crois qu'ils ont obtenu un visa de six mois. Mais vous savez bien qu'on vit maintenant dans une époque où on lit les actualités sur BuzzFeed. On ne lit pas – désolée, William – l'actualité, on ne lit plus vraiment les journaux. Et ce secteur tout entier de l'industrie des médias n'a pas légalement le droit de diffuser des informations en Chine. Il y a donc tous ces domaines qui subissent des restrictions, et les choses ne vont pas s'améliorer, comme elles l'ont fait si l'on peut dire après 2008, mais elles vont plutôt sans doute empirer.

Je crois que nous allons passer à Melissa maintenant, qui peut nous dire --

**M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT TOM MALINOWSKI :** Oui, d'accord, vous pourriez reprendre ici ? Je crois qu'il y a des gens qui savent ce qui vous est arrivé, mais peut-être que ce n'est pas le cas de tout le monde, donc si vous pouviez commencer par là. Et ensuite, j'aimerais aussi savoir ce que vous pensez de cette question de l'autocensure. D'accord.

**MME CHAN :** Bon, je pense que l'une des – je suis ici en partie parce qu'en 2012 j'ai été expulsée de Chine, et je crois que j'étais la première journaliste étrangère à avoir connu ça en 14 ou 15 ans. À l'époque, le gouvernement chinois a agi ainsi – j'étais en Chine depuis quatre ans. D'habitude, on va faire renouveler son visa. Al Jazeera English a décidé de qualifier mon départ d'expulsion. Rigoureusement parlant, le gouvernement chinois n'a tout simplement pas renouvelé mon visa. C'était inhabituel parce que la plupart des journalistes qui étaient – une fois qu'ils étaient arrivés en Chine et qu'ils y étaient installés, normalement, à la fin de l'année, vous renouvez votre visa et vous travaillez pendant un an de plus. Au lieu de cela, j'ai obtenu un visa de deux mois, ce qui voulait dire que les autorités allaient chercher à contrôler mes activités, ou au moins à surveiller de près mes activités et celles d'Al Jazeera.

Et elles ne m'ont jamais vraiment donné – leur explication a changé au sujet des motifs. Au début, c'était la façon des Chinois d'exprimer leur mécontentement à l'égard d'un documentaire produit par Al Jazeera auquel je n'avais pas participé. Après mon départ, c'est devenu de la diffamation – les médias officiels ont écrit quelques articles. Dans un article, ils ne voulaient même pas citer mon nom. J'étais un genre de Voldemort ou quelque chose comme ça – celui dont on ne doit pas prononcer le nom. Je crois que la diffamation est un outil habituel employé par les États autoritaires pour attaquer les journalistes ; s'ils mettent en doute votre éthique et votre moralité, tout votre travail est brusquement remis en doute.

Et par l'intermédiaire de tiers, parce que les diplomates chinois ne m'ont jamais vraiment dit quoi que ce soit après mon départ, mais ils ont parlé à des délégations, à d'autres journalistes, j'ai apparemment enfreint certaines lois, mais ils n'ont jamais pu déterminer lesquelles.

Quand je repense à la période où j'ai obtenu un visa de deux mois, le message était très clair. Et je pense que l'idée d'autocensure est quelque chose de très gênant dont les journalistes ne veulent pas parler, parce que nous voulons croire que nous ne pratiquons pas l'autocensure. Mais dans un pays comme la Chine, j'ai discuté plein de fois avec des journalistes étrangers au sujet des calculs qu'ils font lorsqu'ils choisissent de couvrir un sujet plutôt qu'un autre. Et certainement, pendant cette période de deux mois, nous avons agi comme d'habitude la plupart du temps, mais il m'arrivait de me dire, « Bon, les choses ne vont pas très bien sur le plan des relations. Peut-être que je devrais attendre un peu. » Je n'en suis pas particulièrement fière, mais je crois que ça nous arrive à tous.

Quoi qu'il en soit, après ces deux mois, j'ai obtenu un autre visa, cette fois-ci d'un mois seulement – j'étais encore plus surveillée. Et je suis contente d'avoir fait ce qu'il fallait en fin de compte, parce que j'étais convaincue qu'il fallait montrer au gouvernement chinois que l'intimidation ne marche pas. Pendant mon dernier mois, j'ai décidé de couvrir des sujets, franchement, que je n'aurais pas forcément couverts avec une telle détermination si je n'avais pas subi de telles pressions. Et j'ai décidé de reprendre un reportage sur les prisons noires, qui sont des centres de détention illégaux en Chine. Ils se trouvent à Pékin. Le gouvernement central rejette souvent sur les gouvernements provinciaux la responsabilité des violations des droits de l'homme ou d'autres mauvais traitements, mais si ça se passe à Pékin, à environ 20 minutes de la Place Tiananmen, je crois qu'il est beaucoup plus difficile de soutenir que le gouvernement – le gouvernement central est déchargé de cette responsabilité.

J'ai aussi essayé d'interviewer l'avocat des droits de l'homme Pu Zhiqiang, et c'était pendant mon dernier mois. Maintenant, Pu Zhiqiang, indépendamment du fait que j'ai essayé de l'interviewer, est actuellement en détention et je pense que ça en dit long sur la situation des droits en Chine.

Je pense enfin, je veux simplement dire – parce que beaucoup d'étudiants chinois de Chine ou de gens me demandent pourquoi je critique autant la Chine dans mes reportages. Et je dirais simplement que maintenant que je suis basée à San Francisco, je critique la société américaine, les choses qui arrivent et qui ne sont pas justes. Je pense que c'est parce que les journalistes sont fondamentalement des personnes plutôt négatives. (Rires.) Il faut que nous le soyons, au moins du point de vue professionnel. En dehors de ça, je suis quelqu'un d'assez joyeux. (Rires.)

Mais me voici là ; le Département d'État m'a demandé de participer au débat d'aujourd'hui, et j'aimerais vous montrer ce qu'est la liberté de la presse en vous disant qu'Al Jazeera diffuse aujourd'hui un de mes reportages qui critique le Département d'État et se penche sur un procès intenté par un Américain d'origine yéménite contre le Département d'État et le secrétaire d'État John Kerry au sujet du fait que ce – que les membres de la communauté américaine d'origine yéménite ont l'impression d'être des citoyens de deuxième classe dans ce pays et qu'il y a des questions de droits constitutionnels qui les préoccupent beaucoup. Ce reportage est diffusé aujourd'hui, mais je suis ici, et je pense qu'il est très important de le souligner pour montrer les différences. Merci.

**M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT TOM MALINOWSKI :** Merci, merci bien, Melissa. Bon, le reportage n'a pas encore été diffusé, et c'est pour ça que vous êtes toujours libre. (Rires.) Mais nous suivrons la situation de près, alors tenez-vous à carreau. (Rires.) Nous allons – je crois que nous allons prendre des questions du public, donc si l'un de vous souhaite

intervenir, pensez à une question. Mais pendant que vous y pensez, je vais vous en poser une à vous tous.

Quand vous écrivez des articles sur la Chine depuis la Chine, est-ce que vous – à quel public vous adressez-vous avant tout ? Avez-vous l'impression d'écrire pour un public américain ou pour un public chinois et américain ? Savez-vous comment vos articles sont lus, perçus, compris par un public chinois plus large, pas seulement par les responsables de la sécurité qui surveillent probablement tout ce que vous écrivez ?

**MME MCLAUGHLIN :** Oui, enfin, je dirais les deux. Le danger pour ceux qui écrivent en Chine, c'est qu'ils finissent souvent par écrire pour d'autres gens qui écrivent au sujet de la Chine. Mais je pense que si vous passez pas mal de temps à voyager, vous vous rendez compte que les Chinois prêtent attention aux médias étrangers. Je pense donc que cette double responsabilité nous incombe, qu'on écrit pour un public américain, mais qu'on écrit aussi pour ce public de Chinois dont les propres médias subissent tant de restrictions. Et il est donc difficile de trouver un bon équilibre parce que ces publics sont tellement différents. Alors, oui, je dirais les deux. Je ne sais pas. J'ai toujours pensé que mon public principal était américain, mais je ne serais pas surprise s'il – j'ai écrit un article il y a environ un an pour BuzzFeed au sujet d'une dissidente chinoise qui vit maintenant à New York, et cet article est devenu viral, vraiment énorme. Et je pense qu'au bout du compte il y a eu autant de lecteurs, si ce n'est plus, en Chine, parce que les informations à son sujet avaient été tellement censurées en Chine.

Le public était donc bien réparti, je crois, dans ce cas et je pense que c'est normal.

**M. WAN :** Il arrive qu'il se passe quelque chose de bizarre, par exemple que les médias chinois reprennent aussi votre article. Vous – je pense surtout à écrire pour les Américains, pour expliquer la Chine aux Américains. Mais, même dans le cas d'articles sur les droits de l'homme, il y a eu des exemples bizarres où les médias chinois, parce qu'ils ne peuvent pas couvrir quelque chose, publieront mon article en disant, « C'est en quelque sorte la version de la propagande américaine concernant ce que les Américains voient comme étant nos problèmes », mais ils en parlent vraiment. Par exemple, j'ai écrit des articles sur la campagne contre la corruption et sur le fait que ces enquêteurs font vraiment des enquêtes sur les dirigeants de leur propre parti, et puisque c'est un sujet tabou pour les médias chinois, mon travail a été repris et même des organisations comme l'Agence Chine nouvelle diffusent parfois certains de ces articles sur les droits de l'homme, ce qui est très, très bizarre.

Donc, je suis d'accord. Les deux publics sont importants.

**M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT TOM MALINOWSKI :** À vous la parole.

**QUESTION :** Le micro marche ? Je voulais vous demander de parler du type d'accès que vous pouvez obtenir quand vous êtes en Chine pour assister à des événements – et il pourrait s'agir de quelque chose à Pékin ou d'événement publics que vous couvrez habituellement et ensuite d'événements publics plus inhabituels pour vous. Comment est-ce que ça a changé et comment évaluez-vous la situation actuellement ?

**MME CHAN :** Je parlerai de la situation d'un journaliste de télévision. Je pense qu'il est très difficile de passer inaperçu quand on traîne 12 mallettes remplies de matériel partout où on

atterrit. À l'approche des Jeux olympiques de Pékin, comme nous l'avons dit, les choses se passaient plutôt bien. Des responsables locaux nous faisaient parfois des difficultés, mais tant qu'on leur montrait le texte de loi – et on en avait toujours un exemplaire sur nous – en leur disant, « Regardez, nous avons le droit de voyager et de parler aux gens qui sont d'accord pour nous parler », il n'y avait pas de problème.

Ce que j'ai trouvé de très intéressant pendant les deux dernières années où j'étais en Chine, c'est que c'est devenu une constante, en ce sens que chaque fois qu'on partait en reportage, on se préparait à jouer au chat et à la souris, jusqu'à ce qu'on nous attrape. La question n'était pas de savoir si on nous attraperait, mais quand. Et cela n'avait souvent rien à voir avec le sujet qu'on couvrait. Et c'était – c'est subjectif, et je pense que dans une certaine mesure ce n'est pas statistiquement – ce que je veux dire, c'est que je ne n'étais pas contrainte à – je ne connais pas l'expérience des autres journalistes, mais c'était certainement un problème. Qui n'a fait qu'empirer.

Nous – quand on travaille dans une équipe de télévision, on arrive dans un aéroport et à l'hôtel, il faut présenter son passeport avec le visa, qui est photocopié et directement faxé au commissariat de police. Donc ils savent qu'on est là. Alors si vous voulez éviter ça, une stratégie que nous avons employée consiste à prendre un vol vers le deuxième aéroport le plus près de là où on va puis de faire un pénible trajet de huit à neuf heures de voiture – vous savez, la Chine est un grand pays – jusqu'à l'endroit où notre reportage est prévu de façon à ce qu'ils ne sachent pas vraiment pourquoi nous étions là. Et – ou alors on ne prenait pas d'hôtel, et oui, on ne dormait pas très bien.

Nous arrivions aussi, toute l'équipe de télévision, dans, disons, un village à l'aube pour en repartir deux heures plus tard. Nous nous donnions deux heures parce que c'est à peu près le temps qu'il faut pour que les voitures noires arrivent pour nous faire des difficultés. Je me rappelle quand nous étions dans le Xinjiang à Urumqi/Kashgar – lors d'un voyage de neuf jours. Chaque fois que nous prenions l'avion, chaque fois que nous atterrissions, deux véhicules nous suivaient partout. Ça nous empêchait de parler à qui que ce soit sans leur faire courir des risques. Il y avait quatre hommes dans chaque voiture, donc ils se relayaient chaque fois que nous allions quelque part et ils nous suivaient en nous filmant, ou ils nous observaient seulement.

Donc, la situation a empiré progressivement, et c'est très difficile de travailler comme ça. Il y a une anecdote comique. Nous voulions en savoir plus sur ce futur président, Xi Jinping. Donc nous sommes retournés dans son – enfin, l'un des villages où il avait grandi, et nous avons choisi le 1<sup>er</sup> janvier parce que nous pensions que les officiels locaux auraient bu un peu la veille donc qu'ils auraient du mal à arriver au quart de tour dans le village. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Donc vous faites tous les calculs qu'il faut pour essayer d'arriver à vos fins. Mais des habitants du village ont appelé les officiels pour leur dire qu'il y avait une équipe de télévision, et ça leur a pris un peu plus de temps que d'habitude pour arriver. On a pris ce dont on avait besoin et on est repartis tout de suite, mais on les a vus arriver.

**MME MCLAUGHLIN :** Est-ce que je peux – est-ce que vous avez – vous n'avez pas été pris par la police dans ce village ? Parce que je me suis faite attraper par des officiels locaux dans ce village, mais ils conduisaient une camionnette du planning familial, et je dois reconnaître que c'était très intimidant. Qu'est-ce qu'ils peuvent bien me vouloir ? (Rires.)

**QUESTION :** J'ai une question – pardon, est-ce que ça marche ? O.K., très bien. Elle porte sur les journalistes étrangers qui couvrent la Chine sans être sur place. Je me demande s'il y a des menaces particulières qui sont différentes pour les journalistes en dehors de la Chine par rapport à ceux qui travaillent en Chine. On a entendu parler des cyberattaques visant le site web du *New York Times* et d'autres organes de presse, mais je me demandais si vous pouvez parler spécifiquement des menaces qui concerneraient les journalistes eux-mêmes.

**MME MCLAUGHLIN :** Vous voulez parler des journalistes qui couvrent la Chine à partir d'autres pays ?

**QUESTION :** Oui.

**MME MCLAUGHLIN :** D'accord. Bon, je peux vous dire que le rapport de la FCC a vraiment – a constaté une augmentation, une augmentation préoccupante du nombre des tentatives d'influencer la couverture des actualités sur la Chine depuis l'extérieur de la Chine. Des pressions exercées par les ambassades de Chine dans les pays où les journalistes sont basés ou d'où ils viennent. Il y a eu un exemple en Thaïlande, je crois, concernant un reportage sur le Tibet. Et il y a eu plusieurs cas de ce type. Je sais que le bureau de Pékin du *Guardian* a subi des pressions à cause de certains articles que j'ai écrits en 2013 pour ce journal sur des médicaments contrefaits en Afrique. Et ces articles n'ont pas été écrits en Chine ; ils ont été écrits en Tanzanie et en Ouganda.

Il y a donc une augmentation des pressions à travers le monde. Je ne peux pas dire exactement ce qui se passe parce qu'il ne m'est rien arrivé directement, mais on sait simplement qu'il y a des tentatives d'influencer la couverture de l'actualité sur la Chine depuis des endroits qui sont hors de la Chine.

**M. WAN :** Surtout si l'on considère les nouvelles méthodes employées pour pratiquer cette intimidation dans l'ensemble – sur les réseaux numériques, par exemple. Il n'y a pas de frontière sur ces réseaux. J'ai couvert le Département d'État pendant deux ou – deux ans et demi avant de partir pour la Chine. À cette époque beaucoup de mes articles concernaient la Chine, et Gmail a un système qui vous avertit quand vous êtes victime de l'attaque d'un État et que quelqu'un est en train d'essayer de pirater votre courrier électronique. Donc j'ai été visé par ces pratiques, tout comme d'autres journalistes du *Post*, même quand nous ne sommes pas en Chine ou pas à Pékin.

**M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT TOM MALINOWSKI :** Sophie (ph). Ou --

**QUESTION :** Bonjour. Ma question porte sur les manifestations qui ont eu lieu à Hong Kong l'an dernier et, dans le même ordre d'idées, sur les élections qui doivent se tenir bientôt à Taïwan. On sait que les événements sociaux sont contrôlés par la censure chinoise, mais comment est-ce que les manifestations à Hong Kong ont-elles changé la situation des médias en Chine, dans le cas où il y a eu des changements ?

**M. WAN :** Pouvez-vous être un peu plus précis ? Donc comment --

**QUESTION :** Comment ces manifestations, la couverture des manifestations à Hong Kong, ont changé les médias chinois, sur le plan de la censure et de – disons, la manière dont le public perçoit ce type d'événements.

**M. WAN :** Ce qui était intéressant au sujet des manifestations de protestation à Hong Kong, c'est qu'ils représentent le cauchemar de tous les dirigeants du parti. Ils ont immédiatement bloqué Instagram parce qu'une multitude de photos des manifestations circulaient à travers le monde. Nous avons fait une sorte d'enquête informelle dans notre bureau ; nous avons passé des coups de téléphone et nous avons parlé à une trentaine de personnes pendant le mouvement de protestation pour savoir dans quelle mesure elles savaient ce qui se passait et ce qu'elles en pensaient. C'était très décourageant parce que j'ai eu l'impression qu'ils arrivaient tellement bien à censurer l'information que seuls les médias officiels – les médias officiels sont les seuls qui peuvent se connecter aux informations de l'agence de presse officielle, l'Agence Chine nouvelle, pour couvrir des sujets sensibles comme ça. Donc, je pense que la censure a été très efficace : les gens trouvaient que c'était un désagrément, une erreur de jugement de la part des citoyens de Hong Kong, qu'ils en demandaient trop. Et il est difficile de dire dans quelle mesure le souvenir des événements de la place Tiananmen a influé sur les Chinois, mais je pense que la censure a bien marché et que c'est malheureusement d'une certaine manière un modèle de la façon dont le gouvernement gérera ce genre de situation à l'avenir.

**MME CHAN :** Oui, j'ajouterais simplement que je ne pense pas que ce qui s'est passé à Hong Kong a – c'est vraiment mauvais signe pour Hong Kong. De nombreuses façons, Hong Kong symbolisait l'espoir en 1997, que la Chine serait libéralisée par contrecoup, et on a constaté que ce n'est pas du tout ce qui est arrivé. Les journalistes là-bas – intimidés. Les propriétaires de journaux indépendants – très intimidés. Et c'est *Le Meilleur des mondes* pour Hong Kong – très effrayant, franchement. La police, longtemps respectée à Hong Kong pour son intégrité ou son incorruptibilité, est désormais considérée comme elle ne l'avait jamais été : comme quelqu'un auquel on s'oppose. Et c'est le seul endroit où la société civile est vraiment active, et on a vu quel pouvoir cela peut donner, mais on en a aussi vu les limites ainsi que la riposte du gouvernement chinois.

Malheureusement, on voit des tactiques qui étaient utilisées exclusivement en Chine continentale apparaître à Hong Kong maintenant pour viser des gens qui font partie de ce mouvement des parapluies, etc. Je pense que ce sont des moments très troublants pour cette ville-État.

**QUESTION :** Bonjour, je m'appelle Sophie Richardson. Je suis la directrice Chine de Human Rights Watch. Merci, Tom, d'avoir organisé ce programme ce matin. Et avant tout, je souhaite vous remercier tous les trois pour le travail remarquable que vous avez accompli ces dernières années pour couvrir la situation des droits de l'homme. À mon avis, votre travail a vraiment placé la barre très haut. Je veux être démocratique et vous proposer donc un choix de questions. (Rires.) Tout d'abord, pourriez-vous nous faire part de vos réflexions sur ce qui a changé, le cas échéant, les calculs de Pékin au sujet des journalistes étrangers en Chine. Et Kathleen, j'ai bien noté que pendant une courte période, ces nouvelles règles ont été respectées, et ensuite totalement bafouées, et d'après vous, ce qu'on peut faire, si c'est possible, pour retourner au point où on en était.

Melissa, ce que vous avez dit au sujet de l'autocensure est absolument déchirant. Je pense que si vous trois n'avez pas pu sortir les reportages que vous vouliez, ce sont des sujets importants dont nous devrions être au courant. Donc, dans la mesure où vous êtes disposés à parler un peu des sujets que vous vouliez couvrir, mais que vous n'avez pas pu ou pas voulu couvrir, ça serait formidable que vous nous en parliez. Merci.

**MME MCLAUGHLIN :** Pour ce qui pourrait permettre de revenir à une situation plus favorable, je n'en ai aucune idée. En fait, je crois que 2008 était peut-être une anomalie, parce que c'est l'impression que ça donne. Et je pense aussi que la Chine de 2015, sous le régime actuel, n'est pas du tout réceptive aux pressions internationales, et que pendant la période de 2006 à 2008, il y a eu une certaine ouverture et une réceptivité aux pressions internationales. C'est bien pour cette raison que ces règles avaient changé, parce que Pékin allait accueillir les Jeux olympiques, donc toutes ces concessions avaient été faites en matière de liberté de la presse pour les journalistes chinois et les médias étrangers, pour pouvoir organiser les Jeux. Ils s'attendaient à ce que des centaines de médias étrangers viennent en Chine. Ils étaient bien obligés de faire ces changements.

Je – est-ce que ça se produirait à nouveau s'ils organisaient les Jeux olympiques d'hiver ? Je ne sais pas. En vérité – pendant tout le temps que j'ai passé là-bas, je n'ai jamais trouvé que la Chine était si réfractaire aux pressions internationales. Je crois que la Chine est actuellement en position de force et de pouvoir et donc peut-être qu'elle n'a pas vraiment besoin d'écouter les étrangers. C'est sans doute une réponse pessimiste, mais j'ai l'impression que 2008 était une anomalie.

**MME CHAN :** Oui, les Jeux olympiques de 2008 ont représenté une période très spéciale, et je pense que ça vaut la peine de la comparer à la candidature actuelle de la Chine pour les Jeux olympiques d'hiver, la candidature de Pékin pour accueillir les Jeux olympiques d'hiver en 2022, parce que ce n'est plus le même contexte qu'en 2008. En 2008, avant les Jeux, le CIO affirmait que ce serait l'occasion pour la Chine de prendre sa place dans la communauté internationale. La Chine allait se libéraliser. Ça allait être formidable. C'est une très bonne stratégie pour encourager la Chine à aller dans la bonne direction. Ceci n'est plus à l'ordre du jour à présent. Donc, d'une certaine façon, la Chine a gagné la partie à ce sujet parce que personne n'émet de doutes sur ce – Pékin, personne n'exerce des pressions sur Pékin en disant, « Bon, la Chine doit faire X, Y et Z dans le domaine de la liberté des médias si elle veut l'emporter sur Almaty ». Nous devons vraiment y penser. C'est comme ça qu'on parlait en 2006, 2007. Ce n'est plus la même chose avec cette candidature.

Pour ce qui est de votre question spécifique sur l'autocensure, deux choses me sont venues à l'esprit. À cette époque, il se passait quelque chose de très particulier dans un village de la province du Guangdong – Wukan. Et nous n'y sommes pas allés. Nous n'y sommes pas allés. Les villageois s'étaient soulevés pour tenter d'exercer la démocratie dans ce petit village avec des élections, et ils réclamaient des changements. L'autre chose était les auto-immolations dans des régions tibétaines, et on savait tous qu'il s'agissait d'événements très importants. Qu'est-ce qui peut compter à tel point pour les gens qu'ils sont prêts à s'immoler, pour faire passer un message ? Et on ne parle pas seulement d'une ou deux personnes, mais d'un très grand nombre de gens. C'est vraiment un sujet qu'on voulait couvrir, mais pour tout un ensemble de raisons – pas seulement à cause des pressions qu'on subissait, mais aussi l'aspect logistique de ce reportage, trouver des gens disposés à nous parler, ne pas les mettre en danger. Mais ça a certainement joué un rôle dans notre décision. Et nous n'en sommes pas très fiers.

Par ailleurs, pour revenir à 2008 et à ces règles sur les médias, quand j'y repense, j'ai presque l'impression que les Chinois avaient accepté en serrant les dents, en se disant, « Bon, c'est un mauvais moment à passer, mais à partir de 2009, tout rentrera dans l'ordre et on pourra à nouveau réduire les libertés. » Pour ma part, je me rappelle exactement en 2009, pendant l'été

2009, à un certain moment je me suis rendu compte que la fête des Jeux olympiques, de la libéralisation et de la liberté des médias était bel et bien finie. Je me trouvais dans les bureaux vides de (inaudible), c'est le bureau d'un groupe d'avocats, d'avocats des droits de l'homme, et leur bureau avait été mis à sac ; les officiels avaient emporté leurs dossiers. Leur bureau était vide. Peut-être une chaise et une table, pratiquement plus de meubles. Et on était venus interviewer Teng Biao, qui a aussi été emprisonné par la suite.

Au sujet de l'autocensure, j'ai oublié de mentionner quelque chose de très important à mon avis. Il arrive que de jeunes journalistes américains qui commencent à travailler en Chine ou qui veulent aller en Chine me demandent des conseils. Et sur le plan de l'autocensure, ils pensent : « Bon, je veux couvrir beaucoup de sujets en Chine, mais j'éviterai X, Y, Z, parce que j'ai vu ce qui vous est arrivé, ce qui est arrivé à Paul Mooney de Reuters, ce qui est arrivé dans la guerre d'usure qui a lieu actuellement avec le *New York Times* en Chine » et ils modifient leur comportement, alors qu'ils font partie de la nouvelle génération des journalistes américains qui sont censés informer le public américain au sujet de relations très, très importantes – les relations entre les États-Unis et la Chine. Ils changent leurs normes, et je ne pense pas du tout que ce soit une bonne chose.

**M. WAN :** Je voulais juste ajouter une chose – au sujet de votre première question, j'étais là sur ma chaise à y penser, et c'est juste – voyons, ce que tout le monde se demande. Et c'est la question de savoir ce qu'on doit faire au sujet de la liberté de la presse pour que les choses avancent. Je crois, d'un point de vue très pessimiste, je crois que ce que nous pouvons faire de mieux, c'est de ne pas laisser la liberté de la presse se dégrader davantage. Si nous y arrivions, je crois que ce serait, c'est triste à dire, déjà vraiment extraordinaire. Parce que si on prend la situation du *New York Times* sur le plan des visas, par exemple – ils n'arrivent pas à obtenir de nouveaux visas ; ils ne peuvent pas envoyer de journalistes. Il y a environ un an, on avait l'impression que même les journalistes actuellement – les quelques journalistes du *New York Times* qui s'y trouvent encore – n'obtiendraient pas – auraient du mal à renouveler leurs visas, ils avaient Joe Biden --

(Fin de l'enregistrement sonore.)

###